

pas. Si une telle chose est vraie, il peut assurer son distingué collègue que la voie ferroviaire ne sera pas construite pendant tout le temps où il siègera de ce côté à la Chambre. Cela dit, en toute équité envers le gouvernement, il estime tout à fait injuste pour quiconque de venir à Ottawa et d'exercer des pressions pour que les chemins de fer passent par un endroit particulier. Il faudra bien que le terminus de la voie soit à l'un ou l'autre endroit de la côte du Pacifique, mais le gouvernement ne devrait pas se sentir lié par le moindre projet concret avant d'être sûr d'avoir choisi la meilleure voie de communication. Il maintient donc qu'il ne devrait pas être harcelé par toutes sortes de gens qui lui demandent ou offrent certaines choses dans le but d'en tirer un avantage pour eux-mêmes ou pour leur groupe. Il sympathise tout à fait avec le gouvernement, à cet égard, car il est au-dessus de considérations sectaires, provinciales, partisans ou politiques par rapport à cette grande entreprise. Il est donc d'avis que, pour le moment, le gouvernement a raison de ne pas s'engager dans le choix d'un terminus, et il n'est pas disposé à forcer quelque gouvernement que ce soit à entreprendre certaines choses avant qu'il ne soit pleinement renseigné à leur sujet. Il tient donc à ce que la presse diffuse ses propos sur la question. Il ne souhaite pas non plus entraver l'action du gouvernement de quelque façon que ce soit, mais il a cependant le droit de demander si ce dernier propos n'est pas une simple façade, ou s'il tient vraiment à faire construire le chemin de fer. Des premières négociations ayant porté sur l'entreprise à réaliser, il est ressorti que le gouvernement devrait se renseigner le plus rapidement possible sur toutes les questions afin de prendre des mesures concrètes dans les plus brefs délais. Autant que quiconque, il a le droit d'interpréter l'avenir, et il ne croit pas que le pays soit incapable d'assumer les coûts de construction de cette voie. Il n'est pas d'avis que les ressources de la Puissance du Canada seront épuisées si on donne suite au projet au cours des années. Si l'on en croit le rapport de M. Fleming, il faudra moins de temps pour construire le réseau canadien qu'il n'en a fallu pour achever le chemin de fer Union Pacific, de telle sorte que, d'après lui, il est tout à fait possible pour la Puissance de mener à bien une telle entreprise. Elle lui paraît d'ailleurs nécessaire sur le plan national, et il est persuadé qu'il est tout à fait absurde sur le plan commercial de se contenter de raccorder certains tronçons par voie d'eau comme l'a proposé le gouvernement. Il lui paraît tout simplement absurde de construire quelques petits tronçons de chemins de fer pour traverser la Colombie-Britannique. Cela coûterait très cher et les autres embranchements de la voie ne seraient pas mis en chantier avant des années. Ce projet de rechange serait donc un fardeau pour la Puissance, mais si on construit le réseau au complet, il contribuera à l'expansion et au renforcement du Canada et jouera le même rôle à son égard que le chemin de fer du Grand Tronc antérieurement.

**L'hon. M. LETELLIER de ST-JUST** : Le Grand Tronc est-il rentable maintenant?

**L'hon. M. CARRALL** : Il a façonné notre pays.

**L'hon. M. LETELLIER de ST-JUST** : Les régions du pays dans lesquelles il passe sont habitées.

**L'hon. M. CARRALL** reprend en critiquant la politique gouvernementale en cette matière, affirmant que l'administration s'était vantée d'économiser quelque 30 millions de piastres à l'État grâce à ce nouveau projet, mais il ne voit pas comment ces économies seront réalisées. Il se dit satisfait du bill dans son ensemble, sans s'attarder sur les détails; malgré cela, cependant, il ne fait pas confiance au gouvernement actuel ni ne croit qu'il va donner suite à son intention de construire la voie ferroviaire. S'il doute de la sincérité de ce dernier, c'est en raison du comportement de ses membres lorsqu'ils étaient dans l'Opposition et de leur hostilité alors manifeste à ce projet. Il doute donc encore des intentions du même groupe depuis qu'il a accédé au pouvoir et, partant, de sa capacité à concrétiser l'entreprise. Il est même persuadé que le gouvernement n'a pas l'intention de construire le chemin de fer, et le bill lui paraît montrer qu'il a plutôt l'intention de duper le public et de l'induire en erreur. En conséquence, à moins qu'on ne donne suite au traité signé avec la Colombie-Britannique, il n'y a pas le moindre doute que le gouvernement sera renversé et que son successeur s'acquittera de bonne foi de ses engagements envers la Puissance (*acclamations et rires*).

**L'hon. M. READ** propose l'ajournement du débat, mais étant donné que la plupart des gens sont favorables à sa poursuite, il ajoute que lors du débat de la session, il s'est engagé à appuyer tout projet raisonnable de la part du gouvernement en ce qui a trait à la construction du chemin de fer du Pacifique, car il est fermement convaincu que si le Canada veut devenir une grande nation, il lui faut cette voie ferroviaire. Lorsqu'on se rappelle que de valeureux descendants de la Vieille France sont venus ici et, armés de leur courage, ont abattu des arbres et essouché afin de s'établir en pleine forêt, que plus tard de vigoureux immigrants d'Angleterre, d'Irlande et de la vieille Écosse se sont joints à eux pour créer une nouvelle nation, il croit que rien n'est à l'épreuve d'une collectivité d'hommes de cette trempe. Cela dit, certains doutent encore que le gouvernement va effectivement construire ce chemin de fer, mais s'il ne met pas en valeur le pays donné aux habitants du Canada, presque aussi vaste que l'Europe et n'ayant coûté que \$300,000, il faudra le céder aux autres pour qu'eux s'occupent de son exploitation. À son avis, si la population de notre pays n'est pas suffisamment instruite pour voir les mérites de la construction du chemin de fer du Pacifique ni pour s'en occuper, alors il faudra suppléer à ce manque d'instruction. Il accorde son appui à tout véritable projet de construction du réseau ferroviaire, il ne chicanera pas beaucoup sur son contenu, donnant au contraire toute latitude au gouvernement pour s'acquitter de cette grande entreprise. Malgré tout, cependant, il y a certaines choses dans le bill qu'il ne comprend pas (*rires*). S'il s'agit de construire la voie ferrée elle-même, alors certaines de ses dispositions lui paraissent inutiles. Il dit n'avoir pas non plus reçu beaucoup de renseignements sur les intentions du gouvernement lors du dépôt